Caritas.mag
Le magazine des Caritas de Suisse romande

N° 26 — OCTOBRE 2022

Les enjeux de la justice climatique

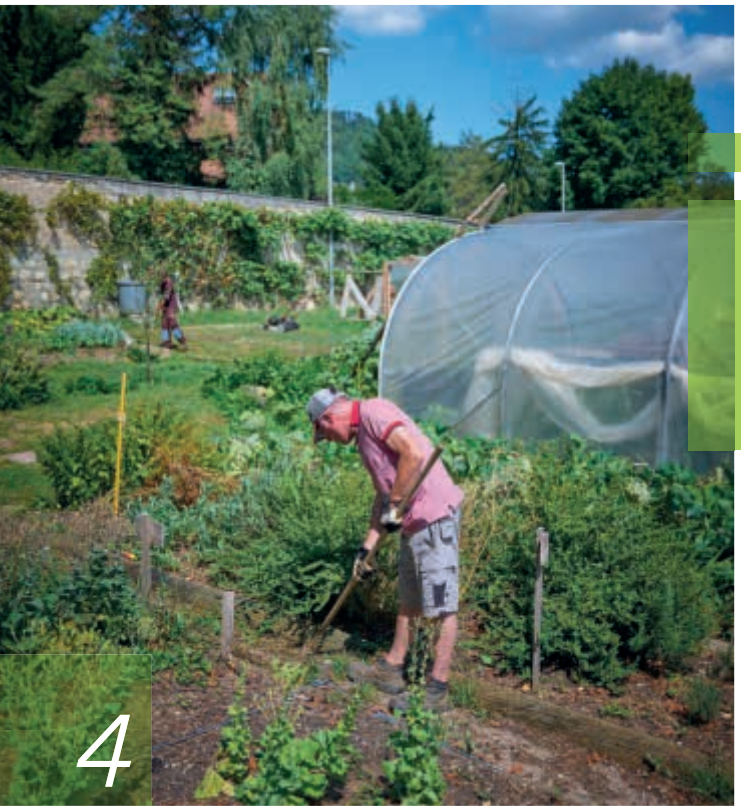
Des solutions de proximité

Appel pour une Suisse sans pauvreté
—
Page 10

Un nouveau centre de tri de fruits et légumes à Penthalaz
—
Page 12

CARITAS Vaud

Sommaire



ÉDITORIAL 3

Pierre-Alain Praz, *directeur de Caritas Vaud*

LES ENJEUX DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

Agir sur le terrain de la précarité et planter des graines d'espoir, tels sont les défis des Caritas de Suisse romande 4-7
Et alors que des bénévoles vont aider des paysans de montagne qui luttent à leur manière contre le réchauffement climatique, les jardiniers en insertion de Caritas Jura font pousser de vrais légumes à Montcroix sur les hauteurs de Delémont. Voir notre reportage.

Comment rééquilibrer les enjeux pour plus de justice climatique 8-9
Analyse et réponses avec Augustin Fragnière, docteur en sciences de l'environnement et philosophe (Centre interdisciplinaire de durabilité de l'Université de Lausanne).

Un climat plus sain pour toutes et tous 10
Commentaire de Corinne Jaquiéry, rédactrice en chef

Stress, le célèbre rappeur suisse n'a pas oublié que lui aussi a connu la pauvreté 11

CARITAS VAUD

Un nouveau centre de tri de fruits et légumes à Penthalaz 12-13
Depuis maintenant un an, Table couvre-toi a ouvert un nouveau centre de tri de fruits et légumes, structure bienvenue et particulièrement appréciée des institutions caritatives romandes, dont la CA-RL.

Un autre regard sur le sans-abrisme à Vevey, par une étudiante photographe 14-15
Pendant cinq mois, Rose Fayet s'est immergée dans notre centre d'hébergement d'urgence de Vevey, Le Hublot.

Les Centres d'appui social et d'insertion, entre dynamisme et réhabilitation 16
L'aspect environnemental est également pris en compte dans les structures et les activités de Caritas Vaud.

Documenter des réalités trop souvent occultées: un Observatoire des précarités a été lancé dans le canton de Vaud 17
Mieux comprendre les différentes formes de précarité, c'est tout l'enjeu qui a été lancé par la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL).

Appels à votre soutien 18-19

Photo de couverture: Braida Dür, 40 ans et Lucas Schmutz, 33 ans, paysans de montagne, et deux de leurs quatre enfants, Muriel, 3 ans et Rahel, 1 an. © Sedrik Nemeth

Pierre-Alain Praz
Directeur de Caritas Vaud

Lutter contre une double inégalité

Éclipsé par le coronavirus, puis par la guerre en Ukraine, le changement climatique nous a rappelé cet été qu'il n'avait rien perdu de son urgence, bien au contraire. Nous sommes désormais nous aussi pleinement touchés par le réchauffement climatique. Qu'est-ce que cela signifie pour Caritas Vaud? En quoi cela nous interpelle-t-il dans notre quotidien et dans notre engagement aux côtés des personnes touchées par la précarité?

Du point de vue de Caritas, on débat trop souvent du changement climatique sans prendre en considération les impacts sociaux des mesures climatiques. Il est en effet capital que toutes les mesures tiennent compte des aspects sociaux et que les hommes et les femmes, en Suisse et dans le monde, puissent contribuer à la protection du climat. La possibilité d'adopter un comportement climatiquement responsable ne doit pas dépendre de la richesse ou de la pauvreté. Il faut que chaque être humain puisse vivre d'une façon qui permette une utilisation durable des ressources de notre planète. C'est le seul moyen de parvenir à la justice climatique.

L'inflation et la probable pénurie énergétique annoncée pour cet hiver risquent bien d'affecter de manière plus rude les personnes en situation de pauvreté. Caritas doit s'engager avec détermination pour que cette situation n'induise pas une double inégalité. Premièrement, les personnes en situation de pauvreté ne disposant pas des mêmes ressources que le citoyen ordinaire pour contrer l'impact du changement climatique, il faut donc les soutenir par un surcroît d'aide. Deuxièmement, ce sont elles qui sont affectées dans toute sa dureté par le changement climatique, alors qu'il a avant tout été causé par les personnes disposant de plus de moyens. Pour le dire d'une manière plus directe, les pauvres subissent davantage les conséquences du changement climatique qu'ils n'ont contribué à son dérèglement. Cela déroge de manière inadmissible à la règle du pollueur-payeur et l'introduction du revenu de transition écologique pourrait quelque peu corriger cette injustice.

En signant l'Agenda 2030 pour le développement durable, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015, la Suisse s'est engagée, sur le plan intérieur, à vaincre la pauvreté et les inégalités sociales en Suisse et à gérer les ressources naturelles de manière responsable. Dans le cadre de sa stratégie 2027, Caritas Vaud s'est fixée quant à elle comme but de minimiser son empreinte écologique et d'adopter un fonctionnement écoconscient.

Les intentions sont déclarées, le défi reste entier à tous les niveaux, celui d'agir!

Impressum

Caritas.mag – Le magazine des Caritas de Suisse romande (Vaud, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel)
paraît deux fois par an

Tirage global: 44 695 ex.
Tirage Caritas Vaud: 7515 ex.

Responsable d'édition: Pierre-Alain Praz, directeur de Caritas Vaud

Rédactrice en chef: Corinne Jaquiéry
Rédaction: Françoise Crausaz, Joëlle Jungo
Corrections: Florence Marville

Maquette: www.tier-schule.ch
Impression: www.pcl.ch

Caritas Vaud
Chemin de la Colline 11 | 1007 Lausanne
Tél. 021 317 59 80

info@caritas-vaud.ch | www.caritas-vaud.ch

Caritas Vaud est certifiée par ZEWO.

Le label de qualité atteste:
- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds

ZEWO ZERTIFIZIERT CERTIFIÉ CERTIFICATO

Photo © Caritas Vaud - 2021

Les enjeux de la justice climatique

Texte: Corinne Jaquiéry / photos: Sedrik Nemeth

Agir sur le terrain de la précarité, planter des graines d'espoir et lutter contre le changement climatique, tels sont les défis des Caritas de Suisse romande. Reportage à Couvet et à Delémont, et décryptage avec le philosophe et docteur en sciences de l'environnement Augustin Fragnière.

«Nous sommes la première génération qui peut mettre fin à la pauvreté et la dernière génération qui peut ralentir le réchauffement climatique avant qu'il ne soit trop tard.»

Ban Ki-moon, ancien secrétaire général de l'ONU en 2014

«Le changement climatique est une menace sécuritaire (sanitaire, économique, etc.) pour les sociétés humaines, mais c'est également, et peut-être surtout, une question fondamentale de justice», affirme Augustin Fragnière, docteur en sciences de l'environnement et philosophe travaillant au Centre interdisciplinaire de durabilité de l'Université de Lausanne *(voir son interview en page 8)*. Selon lui, lutte contre le changement climatique et justice sociale sont indissociables.

Outre l'accès à une nourriture saine par le biais des Épiceries Caritas, les personnes vivant en Suisse en situation de pauvreté ou de précarité participent aux efforts de durabilité tout en économisant pour se vêtir, se meubler, se connecter ou pédaler grâce aux propositions de recyclage et de mobilité douce des Caritas de Suisse romande. À Delémont, Caritas Jura offre à certaines d'entre elles la possibilité de se réinsérer en jardinant, alors qu'à Couvet, dans le canton de Neuchâtel, des bénévoles mandatés par Caritas-Montagnards viennent épauler d'autres gens de la terre.

Bénévoles de Caritas pour le travail à la ferme

Chargée de projet à Caritas-Montagnards, Jessica Pillet rappelle qu'il y a en Suisse des populations moins visibles et moins connues comme étant à risque de pauvreté ou de précarité, comme les paysans de montagne. Elles et ils continuent cependant à être plus vulnérables que d'autres, au vu des conditions de vie, d'exploitation du terrain plus rude, des lois du marché, des politiques agricoles et de leur isolement géographique et social. Chaque année, de nombreuses exploitations ferment faute de repreneur. Depuis quelques années, les conditions météorologiques extrêmes augmentent encore leurs difficultés. Pour les aider, Caritas-Montagnards organise la venue de bénévoles qui participent notamment au fauchage du foin, au travail à l'écurie, à l'installation de clôtures ou qui s'occupent des enfants pendant que les parents sont au travail. Des travaux que ces paysans aux revenus très modestes ne pourraient pas payer.

«Leur aide a été essentielle.» Braida Dür sourit, mais au sortir d'un accouchement difficile, l'agricultrice des hauteurs de Couvet s'est rendu compte qu'elle ne pouvait pas être malade si l'entreprise voulait survivre selon des principes liés à la durabilité. Elle et son mari Lucas Schmutz ne se considèrent pas comme «pauvres» ou «à risque», mais elle et il font pourtant bien partie de la catégorie des agriculteurs qui vivent de peu et travaillent beaucoup pour un revenu bas. Si Braida, Lucas et leurs quatre enfants Muriel, Finn, Emma et Rähel adorent vivre dans leur ferme isolée à 1140 m d'altitude, ils sont plus sensibles aux effets du réchauffement climatique que d'autres et ce d'autant plus qu'ils viennent d'être labellisés bio. Productrice de lait pour le gruyère et pour la confection du fromage directement sur place, la famille élève aussi du bétail d'engraissement et des moutons. Cette année, leurs pâturages ont beaucoup souffert de la sécheresse. «Ils étaient totalement jaunis. Nous devions garder nos animaux à l'intérieur à cause de l'ardeur du soleil. Nous avons dû vendre deux vaches, acheter du vieux foin et pour la première fois, un peu de maïs.

Braida Dür tient au bien-être des animaux qu'elle élève pour la viande et le lait.

DANS LE MONDE EN 2020

10% DES REVENUS LES PLUS HAUTS

50% DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO_2

50% DES REVENUS LES PLUS PAUVRES

7% DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO_2

1% DES PLUS RICHES DE LA PLANÈTE **polluent 2x plus** **50%** DES PLUS PAUVRES

LES SUISSES

15e CONSOMMATEUR DE CO_2 AU NIVEAU MONDIAL

2x PLUS QUE LES CHINOIS

3e CONSOMMATEUR DE CO_2 AU NIVEAU EUROPÉEN

2x PLUS QUE LES FRANÇAIS

14 TONNES DE CO_2 PAR PERSONNE PAR ANNÉE

Sources: *www.globalcarbonatlas.org*

Photos © Sedrik Nemeth

Il nous manque la moitié du fourrage habituel», se désole Braida, pour qui la qualité bio du lait et de la viande est primordiale et dont les vaches se nourrissent normalement exclusivement de l'herbe des pâturages sans pesticides. «Quant aux veaux, ils restent deux ans auprès de leur mère avant d'être menés à l'abattoir. Chaque animal a droit à une vraie qualité de vie. Nous aimerions à terme procéder nous-mêmes sur place à l'abattage pour éviter tout stress», indique cette ingénieure agronome de formation comme son mari.

Résister à la sécheresse

Le couple multiplie les expériences pour aller vers plus de biodiversité et de résistance à la sécheresse comme des prairies plus denses, la plantation de safran, la plantation de haies ou d'arbres pour plus d'ombre, ou celles de plantes visant à engraisser naturellement le sol.

Cet été, ils ont bénéficié de la venue de plusieurs bénévoles dont Karin, 46 ans, biologiste et Project Manager chez Novartis. «J'ai besoin de faire travailler mon corps et pas seulement mon cerveau. Ici, j'aime faire tous les jours quelque chose de différent comme l'arrachage du rumex ou des chardons ou le nettoyage de l'étable. J'apprécie l'atmosphère familiale et j'adore m'occuper des enfants. Je reprends contact avec la terre.» Outre l'accueil de bénévoles, Braida Dür et Lucas Schmutz aimeraient aussi accueillir des personnes en situation de précarité et participer à leur réinsertion.

Pour une politique climatique juste

Et justement, dans sa prise de position face à la politique climatique suisse, Caritas Suisse défend «Une politique climatique juste qui veille à ne pas accabler davantage les personnes en situation précaire, mais au contraire à leur donner la possibilité d'agir en faveur du climat.» Dans les jardins de Montcroix sur les hauteurs de Delémont, cet objectif est respecté à la lettre puisque des personnes en réinsertion ou à l'A.I. travaillent à faire pousser des légumes en mode permaculture. «Mon but premier est de mettre la personne au centre et de lui redonner le goût à la vie à travers le plaisir du travail dans les jardins», souligne Frédéric Carella, moniteur responsable dans le cadre des ateliers de réinsertion de Caritas Jura. «Avoir des jardins et des vergers au centre de Delémont est incroyable. Cela crée du lien avec la population qui vient y acheter des légumes de saison. De plus, on sent qu'il y a ici une très bonne énergie, qui fait du bien.»

Si les plantes bio ont besoin de soins attentifs, car plus sensibles aux attaques des insectes et des maladies, les personnes qui travaillent aux jardins bénéficient elles aussi de beaucoup d'attention. «Ici, nous mettons la personne au centre. Nous sommes devenus une famille et pour moi, c'est une réussite. Et si les légumes eux aussi en bénéficient, c'est encore mieux.»

Remplis de beauté et poésie, mais aussi de la dureté du travail de la terre, les jardins sont un écrin pour aider Didier, Arnaud, Alain ou Raphaël à mieux s'ancrer dans la vie.

«J'aimerais créer un sentier didactique pour accueillir des écoliers. Nous voudrions aussi planter des arbres et avons un projet de récupération d'eau et d'installation de panneaux solaires», poursuit Frédéric Carella. Comme Braida et Lucas, il a lui aussi besoin de bénévoles pour cultiver ses graines d'espoir, et souhaite comme eux participer à la transition écologique qui permettra à tous les êtres vivants d'aller ensemble vers un avenir plus serein. ■

Frédéric Carella, ancien peintre en bâtiment, met tout son cœur à colorer la vie de personnes en réinsertion aux Jardins de Montcroix de Caritas Jura.

Lire aussi:
Étude Lancet-EAT: Alimentation, Planète & Santé.
www.portailvasculaire.fr/sites/default/files/docs/2020_rapport-commission-eat-lancet.pdf

COP 27, position suisse.
www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-89956.html

Caritas Suisse: prises de position:
Une alimentation équitable et respectueuse du climat.
La protection du climat peut et doit être sociale.
www.caritas.ch/fr/ce-que-nous-disons/nos-positions/prises-de-position.html

«Le changement climatique est un problème de riches»

Propos recueillis par Corinne Jaquiéry / photo: Eddy Mottaz

Philosophe et docteur en sciences de l'environnement (Centre de compétences en durabilité de l'Université de Lausanne), Augustin Fragnière s'intéresse à la (l'in)justice climatique

Les causes et les conséquences du changement climatique sont réparties de manière très inégale. Selon Augustin Fragnière, ces inégalités correspondent à des facteurs socio-économiques tels que le revenu, le genre ou parfois l'origine ethnique, ainsi qu'à des facteurs géographiques et temporels. Les 10% de la population mondiale bénéficiant des revenus les plus élevés sont responsables de près de 50% des émissions mondiales de CO_2, alors que les 50% les plus pauvres n'en émettent qu'environ 7%. Au cœur de ces constats, il y a une question fondamentale de justice à laquelle le philosophe s'intéresse particulièrement.

CARITAS Quelle est votre définition de la justice climatique?

AUGUSTIN FRAGNIÈRE Il est nécessaire de distinguer trois types de justice: distributive, procédurale et de reconnaissance. Si l'on utilise la métaphore classique d'un gâteau, la justice distributive revient à partager équitablement ce gâteau en se demandant quelle part revient à qui. La justice procédurale concerne la manière dont les décisions sont prises, c'est-à-dire la procédure par laquelle on va choisir les critères de distribution de ces parts de gâteau. Finalement, il y a une troisième forme de justice qu'on appelle la justice de reconnaissance. Ici, c'est plutôt l'idée que tous les convives autour de la table doivent être partie prenante et ne pas être laissés pour compte. Ils sont reconnus comme des partenaires qui ont voix au chapitre. Ces trois types de justice sont pertinents dans le cadre du changement climatique et des injustices sont actuellement à l'œuvre pour chacun d'entre eux.

Quels sont les problèmes climatiques qui pourraient être résolus par la justice distributive?

Dans le cas du changement climatique, si l'on observe la distribution des causes du changement climatique, à savoir les émissions de CO_2, on constate que c'est très inégal. Notamment entre les pays du Nord et du Sud, mais pas seulement. C'est très associé aux revenus des personnes dans chaque pays. Il y a aussi la distribution des conséquences et des risques du changement climatique. Là aussi, c'est inégal, mais dans l'autre sens. D'ailleurs, la prise de position de Caritas qui dit que la protection du climat doit être sociale le montre bien. On peut aussi s'intéresser à

ce qu'on appelle la distribution du budget carbone, c'est-à-dire le budget d'émissions CO_2 qui nous reste d'ici une quinzaine d'années si on veut s'en tenir à 1,5 °C de réchauffement. Est-ce que les personnes qui ont le moins émis jusqu'ici auront droit à plus et ceux qui ont émis le plus à moins? Les pays riches ont déjà admis qu'ils devaient soutenir financièrement les pays pauvres pour parfaire leur développement, mais ces pays pourraient-ils aussi avoir droit à plus d'émissions? Ce sont des questions de justice distributive.

Et en quoi la justice procédurale et de reconnaissance pourrait-elle être utile?

La justice procédurale, c'est justement essayer de voir comment on va décider tous ensemble de critères de distribution. Cela semble assez abstrait, mais il y a vraiment des implications dans le réchauffement climatique. C'est un peu ce qui se discute dans les COP (Conférence des Parties), les réunions annuelles des États pour fixer les objectifs climatiques mondiaux. C'est tout le processus des négociations climatiques où il faut être attentif à ce que tout le monde soit intégré aux discussions et que les voix de tous soient prises en compte. Ces questions sont très présentes avec notamment les peuples indigènes dont les intérêts et les voix sont souvent négligés lors de ces discussions. Parfois, ils font aussi les frais des politiques climatiques elles-mêmes. Certains types de politiques climatiques qui utilisent des terres pour faire de l'agrocarburant ou plantent des arbres pour faire de la séquestration de CO_2 peuvent parfois entrer en contradiction avec les besoins de ces peuples indigènes. À long terme, ce seront des surfaces absolument gigantesques qui entrent en contradiction avec la préservation de la biodiversité et les droits de ces peuples indigènes. C'est là que la justice de reconnaissance peut entrer en jeu.

Comment inciter les plus résistants à agir face au changement climatique?

D'un point de vue moral, il y a plusieurs moyens de justifier un devoir d'agir. Le plus prometteur, c'est la question des droits humains et des droits fondamentaux. Longtemps, on a considéré le changement climatique comme un problème d'inégalités économiques. On se rend compte aujourd'hui qu'il y a peut-être une autre approche de la justice, que l'on pourrait appeler justice de non-nuisance. C'est un devoir fondamental qui ressort du respect des droits humains de ne pas nuire à autrui, en l'occurrence par le changement climatique. Même dans la philosophie libérale, où l'on accorde une grande importance à la liberté individuelle, une des contraintes de cette liberté est le devoir de ne pas nuire à autrui sans raison valable. C'est un principe assez fondamental que l'on retrouve dans beaucoup de cultures, ce n'est pas purement occidental.

Comment les personnes en situation de précarité devraient-elles réagir face au changement climatique?

Je ne pense pas que l'on puisse demander grand-chose à des gens qui sont déjà en situation de précarité et qui, par conséquent, émettent le moins de CO_2. La transition écologique et la justice sociale doivent marcher main dans la main. Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) insiste beaucoup là-dessus. Le changement climatique est avant tout un problème créé par les riches et doit être résolu en priorité par les riches.

Lire aussi: «Une seule terre», le blog d'Augustin Fragnière dans *Le Temps*: *https://blogs.letemps.ch/augustin-fragniere/*

Photo © Eddy Mottaz /LeTemps

Dessin © Patrick Chappatte

La participation de toutes et tous renforce notre société

Andreas Lustenberger

Responsable du secteur Études et Politique chez Caritas Suisse,
membre de la direction de la CSIAS (Conférence Suisse des Institutions d'Action Sociale)

«La force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres»

C'est ce que dit l'introduction de la Constitution fédérale suisse depuis 1848. Mais qu'est-ce qui fait la «force de la communauté»? Tous les scientifiques s'accordent aujourd'hui pour dire que les sociétés sont plus stables et leurs membres plus heureux lorsque l'écart des inégalités ne se creuse pas trop et que tous les individus ont une chance équitable de se développer personnellement.

La «force de la communauté» passe donc par la possibilité pour les individus de s'épanouir dans la société. De nos jours, en Suisse, ce n'est pas possible pour tout le monde, car une personne sur six est touchée par la pauvreté, ou menacée de l'être. Or, une certaine sécurité financière est indispensable pour pouvoir consacrer ses ressources personnelles à son travail, à sa famille et à ses amis, et être partie prenante de la société. Une bonne intégration sociale se définit selon trois axes:

1. Avoir les compétences de base, c'est-à-dire, non seulement une maîtrise de la langue et une formation scolaire, mais être aussi en mesure de comprendre et de s'orienter dans le système suisse.
2. Disposer de la possibilité d'intégration professionnelle qui repose sur la solidité de ces compétences de base.
3. Savoir entretenir des interactions sociales et ainsi participer à la société.

Une grande marge de progression dans l'intégration

Tout cela semble très logique et simple. Dans la réalité, outre la motivation personnelle, il faut des offres de soutien. Par exemple, pour beaucoup, il n'est pas possible de suivre des formations continues, parce qu'ils ne disposent pas d'un revenu suffisant pour vivre. Si l'argent manque pour garantir une éducation de la petite enfance dans les groupes de jeux ou les garderies, l'enfant commencera déjà sa scolarité avec un handicap. Ce genre d'offres est en partie fourni par l'État, et souvent par des organisations comme Caritas et par de nombreux bénévoles. Le cadre politique et le financement de l'intégration sociale disposent d'une très grande marge de progression. Continuons donc à travailler ensemble pour déployer toute la force de notre société, afin que les mots d'introduction de notre Constitution ne restent pas lettre morte.

La pauvreté est au-dessus de nos moyens et c'est dans cette optique que Caritas Suisse a lancé «l'Appel pour une Suisse sans pauvreté».

Signez l'appel sur la carte ci-jointe ou sous:
www.caritas.ch/fr/ce-que-nous-disons/nos-actions/pour-une-suisse-sans-pauvrete.html

MERCI

COMMENTAIRE

Un climat plus sain pour toutes et tous

À l'heure où vous lirez ces lignes, quel sera le climat social et environnemental? Apaisé par des décisions fortes prises au plus haut niveau, ou encore plus brûlant? Amplificateurs d'inégalités, le changement climatique et les bouleversements économiques hérités du Covid, renforcés par les conséquences de la guerre en Ukraine, touchent les plus défavorisés à tous les niveaux.

Le climat social est de plus en plus influencé par le climat environnemental. La Suisse qui semblait épargnée ne l'est plus tant que ça. Avec les augmentations des assurances-maladies, des loyers, du chauffage et de la nourriture, l'hiver s'annonce difficile pour les centaines de milliers de pauvres qui y vivent. D'autres personnes, précarisées par les crises successives vont, elles aussi, basculer dans la pauvreté. Résultat: l'accès à la santé, à l'éducation ou la participation aux prises de décisions politiques s'éloignent. Quant à l'accès à l'emploi ou simplement aux services sociaux, il est péjoré par tous ces obstacles. Les inégalités sont également de nature environnementale. Certaines ressources naturelles, comme cultiver ses propres légumes, sont inaccessibles, ou l'exposition aux pollutions est plus importante selon le lieu de résidence. Il est plus que temps d'agir avec vos Caritas régionales en se préoccupant de soutenir les plus démunis d'entre nous tout en étant attentif au réchauffement climatique. Mettre à disposition de la nourriture saine, des vêtements, des vélos ou des ordinateurs recyclés à petit prix, disponibles dans différentes Caritas en Suisse romande, est un petit pas en faveur des femmes et des hommes concerné·e·s, mais un grand pas pour les aider à maintenir la tête hors de l'eau.

Corinne Jaquiéry
Rédactrice en chef de Caritas.mag

Photo © Sedrik Nemeth

«Il faut accepter l'échec pour poursuivre sa route»

À cheval entre la Suisse romande et la Suisse alémanique, le rappeur galope aux confins de la poésie et du réalisme. Parti de rien, il encourage les plus démunis à ne jamais renoncer.

BIO EXPRESS

1977 Naissance d'Andres Andrekson, dit Stress, le 25 juillet à Tallinn, Estonie.

1989 Arrive en Suisse avec sa mère et sa sœur cadette. La famille s'installe à Lucens.

1995 Il fonde le groupe hip-hop Double Pact avec Nega et Yvan Peacemaker.

1997 Commence à étudier à la faculté HEC (Hautes Études Commerciales) de l'Université de Lausanne.

2003 Décroche sa licence et sort son premier album solo *«Billy Bear»*.

2004 Premier mariage, premier divorce douloureux.

2005 Deuxième album *«25.07.03»*. Il contient la chanson *«Fuck Blocher»* que l'UDC n'apprécie pas du tout.

2007 *«Renaissance»*, son 3e album, est double disque de platine, avec plus de 70000 ventes en Suisse.

2008 Épouse l'ex-Miss Suisse Melanie Winiger dont il élève le fils pendant sept ans.

2010 Lance sa marque de mode, *Bear Inc.*

2012 Deuxième divorce.

2013 Juré dans la version suisse alémanique de «The Voice of Switzerland».

2015 Reçoit son 9e Swiss Music Award. Peu de temps après, il connaît la dépression, mais parvient peu à peu à s'en sortir.

2022 En février, il sort son 8e album *«Libertad»*. La chanson *«Just Like I Love You»*, qu'il interprète avec Stefanie Heinzmann, fait un tabac. À venir en novembre, une autobiographie.

«Enfant en Estonie, le système en place interdisait la liberté d'expression, et même de mouvement. Avec mon vélo – difficile à avoir à l'époque – je m'évadais. Je ressentais un grand sentiment de liberté. Je l'ai donc appelé *Libertad*. C'est aussi le nom de l'un des premiers morceaux que j'ai écrits durant le confinement. C'est devenu le titre de mon huitième album. Malgré des conditions de vie difficiles en Estonie, j'ai appris que la liberté n'est pas qu'une question de contexte. Elle peut provenir de ce que l'on a en soi, d'un sentiment intérieur. Le bien-être ne vient pas forcément du matériel.

Être pauvre quand tout le monde l'est autour de vous, comme nous l'étions en Estonie, c'est peut-être moins difficile qu'ici où on peut comparer avec ce que d'autres ont. Il est important de rester concentré sur le but à atteindre, particulièrement quand on est d'origine modeste. Il faut être comme ces chevaux de course qui ont des œillères pour ne pas se laisser distraire par leurs concurrents et galoper vers la victoire.

Je pense qu'il faut d'abord accepter ce que l'on est pour pouvoir avancer vers l'ailleurs. On ne choisit pas sa famille, le lieu ou l'époque dans lesquels on va évoluer. Certaines cartes sont distribuées à la naissance, c'est donc à nous de bien jouer avec. Quand tu sais que tu dois faire plus que les autres pour t'en sortir, il ne sert à rien de geindre. Au Mexique ou en Inde, quand tu es pauvre, tu restes pauvre. Difficile d'y faire des études comme j'ai pu le faire en Suisse grâce à une bourse.

Tout ce que je fais, je le fais à 110%. Même si je me plante, si rétrospectivement je constate que j'ai fait des faux pas, je sais que, sur le moment, c'était juste. Je n'ai aucun regret. Il faut accepter l'échec pour poursuivre sa route. Nous sommes responsables de nos actions et de nos décisions.

Aujourd'hui, les jeunes ont une expression assez répandue qui dit: «Je ne suis pas venu là pour souffrir.» Je trouve personnellement que sans la souffrance, la vie n'a pas de sens ni de direction. Si tout est lisse, si on ne souffre pas, nous sommes comme des vaches à paître, à attendre la mort. Toute souffrance surmontée est comme un dépôt émotionnel à ta banque personnelle. Tu vas pouvoir y puiser de l'énergie pour les moments difficiles, car tu sais que tu as pu précédemment traverser des malheurs. Il y a toujours des tempêtes, c'est normal, mais il ne faut pas se laisser malmener par la vie.

Patience, c'est ce que je pourrais dire aux enfants ukrainiens arrivés en Suisse. Je sais pour l'avoir vécu combien c'est traumatisant de quitter son pays, mais c'est aussi une possibilité offerte pour s'enrichir à tous niveaux. Il y a des choses sur lesquelles on n'a aucun pouvoir. La guerre en est une. Le seul impact que l'on peut avoir, c'est sur soi, sur ce que l'on fait ici et maintenant. Et pour moi, toute nouvelle situation est une opportunité même si elle semble a priori inaccessible.»

Photo © Sebastien Agnetti

Un nouveau centre de tri de fruits et légumes à Penthalaz

Textes: Françoise Crausaz et Joëlle Jungo

Depuis maintenant un an, Table couvre-toi a ouvert un nouveau centre de tri de fruits et légumes, structure bienvenue et particulièrement appréciée des institutions caritatives romandes, dont notre Centrale alimentaire de la région lausannoise (CA-RL).

Pour faire plus ample connaissance avec cette nouvelle structure, nous avons questionné monsieur Alex Stähli, directeur de Table couvre-toi:

CARITAS.MAG Vous avez créé une association nommée Étoile Romande pour ouvrir ce centre de tri. Comment est-elle née?

ALEX STÄHLI *Étoile Romande est née grâce à notre collaboration avec Coop, car une nouvelle pièce du puzzle s'est mise en place pour le sauvetage de denrées alimentaires dans leur centrale de distribution d'Aclens. Nous voulions absolument profiter de cette occasion pour sauver encore plus de fruits et légumes.*

Table couvre-toi (Tct) tenait à distribuer ces produits d'une qualité irréprochable en Suisse romande en synergie avec d'autres associations d'aide alimentaire régionales (CA-RL, Cartons du Cœur, Table Suisse, Tables du Rhône) et via leurs canaux (points de distribution), pour atteindre encore plus de personnes touchées par la pauvreté. Tct sauve les denrées alimentaires, les collaborateurs de la Fondation Mode d'emploi font le tri, ensuite elles sont distribuées par les associations d'aide alimentaire.

Quelles étapes vous ont demandé le plus d'énergie?

Table couvre-toi, en véritable pionnier, a mis en place et réalisé avec succès le projet Étoile Romande. Au début, nous avons fait un gros effort de communication pour mettre en place le network, la collaboration et la confiance mutuelle.

La collaboration actuelle, justement basée sur la confiance, nous montre que tous nos efforts en valent la peine. Car ensemble, nous avons accompli beaucoup de choses et nous pourrons faire encore plus à l'avenir, sauver encore plus de denrées alimentaires et soutenir encore plus de personnes dans le besoin.

Pourquoi le partenariat avec la Fondation Mode d'emploi?

Dans nos six autres entrepôts logistiques régionaux en Suisse, nous travaillons partout avec des partenaires de l'insertion professionnelle. Ce concept a fait ses preuves, c'est pourquoi nous avons voulu l'appliquer également à Penthalaz. Le travail dans nos entrepôts se prête très bien à l'intégration professionnelle. Il s'agit d'une activité significative et structurée qui prépare à l'emploi sur le marché primaire du travail.

D'une part, des denrées alimentaires sont sauvées et d'autre part, les personnes en insertion professionnelle ont une occasion d'acquérir de l'expérience dans le domaine de la logistique afin de pouvoir reprendre pied sur le marché du travail.

Nous sommes donc allés sur place rencontrer les collaborateurs et participants de la Fondation Mode d'emploi, créée en 1992, dont la mission est d'accompagner les personnes en recherche d'insertion ou en reconversion professionnelle. Tous sont concernés par cette mission: du jeune au senior, demandeur d'emploi, assuré de l'AI, bénéficiaire de l'aide sociale, particulier, comme l'illustre très bien leur slogan «Pour que le monde du travail devienne celui de chacun!»

Monsieur Reynald Roberti est le responsable logistique du centre de tri de fruits et légumes de Penthalaz. Maître socio-professionnel, il est le collaborateur de la Fondation Mode d'emploi chargé de l'organisation et de l'encadrement des mesures qui font tourner le centre de tri.

Outre quelques producteurs régionaux qui approvisionnent parfois le centre, les invendus de Coop Vaud arrivent tous les jours par camion depuis Aclens. La marchandise est immédiatement triée et préparée à l'intention des institutions sociales qui viennent s'approvisionner selon une rotation bien établie. Par exemple, les camions de notre Centrale alimentaire passent chaque après-midi de la semaine. Ainsi, chaque jour, ces aliments peuvent bénéficier à de nombreuses personnes dans le besoin.

Photo © Caritas Vaud

Monsieur Roberti, au bénéfice d'une expérience professionnelle de quinze ans dans le recyclage, tient à ce que rien ne soit jeté: les cartons et les plastiques sont retournés à la Coop, comme les déchets organiques produits par le tri des aliments. Sauf quelques laitues et autres salades flétries qui sont livrées au Centre Emys de Chavornay pour leurs tortues qui les apprécient tout particulièrement.

Pour monsieur Roberti , le centre de tri de Penthalaz est une belle collaboration pour lutter contre le gaspillage alimentaire, venir en aide aux plus démunis et assurer des mesures de réinsertion professionnelle, notamment dans le cadre de mandats de la DIRIS, Direction de l'insertion et des solidarités. Cinq activités différentes (chauffeur, chef d'équipe, manutentionnaire magasinier, cariste et opérateur de production) sont proposées et sont actuellement occupées par huit personnes en mesure qui peuvent ainsi démontrer et élargir leurs compétences.

Et Reynald Roberti d'ajouter: *«Nous ne faisons pas que de sauver et donner de la nourriture, nous aidons des personnes dans le besoin; voilà le sens de notre travail que j'essaie de transmettre aux participants.»*

> *«Nous ne faisons pas que de sauver et donner de la nourriture, nous aidons des personnes dans le besoin; voilà le sens de notre travail que j'essaie de transmettre aux participants.»*

Jean Kaiser, responsable de la Centrale Alimentaire de la Région Lausannoise (CA-RL) apprécie particulièrement la collaboration avec le centre de tri créé par l'association Etoile Romande: *«Nous bénéficions de fruits et légumes d'excellente qualité tous les jours. L'organisation mise en place est efficace et stable et nous permet de récupérer chaque mois environ 9 tonnes de fruits et légumes frais. Depuis le lancement de ce projet commun, nous récupérons de la marchandise prête à être distribuée immédiatement. La gestion des déchets organiques ainsi que la charge de travail ont ainsi pu être considérablement diminuées tant à l'atelier logistique qu'à l'atelier transport de Caritas Vaud.»*

«Les conséquences de la crise du Covid, l'arrivée des réfugiés ukrainiens et la hausse des prix à la consommation ont pour conséquence une forte augmentation des besoins en aide alimentaire exceptionnelle, gratuite et sans délai», relève Jean Kaiser, *«ce nouveau partenariat nous a permis d'absorber cette augmentation avec sérénité.»* ■

Le centre de Penthalaz

Un autre regard sur le sans-abrisme à Vevey,

par une étudiante photographe

Pendant cinq mois, Rose Fayet – étudiante photographe - s'est immergée dans notre centre d'hébergement d'urgence de Vevey, Le Hublot. Dans le cadre de son travail de diplôme, elle a souhaité tirer le portrait de personnes sans-abri, mais surtout faire leur connaissance et découvrir leur univers.

Son magnifique résultat (dont vous pouvez découvrir quelques photos supplémentaires sur le site de Caritas Vaud: *www.caritas-vaud.ch/rose*) est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, constitué de moments touchants et intenses. Interview.

CARITAS.MAG Pouvez-vous vous présenter en deux mots?

ROSE FAYET Mon nom est Rose Fayet, j'ai 22 ans et suis passionnée de photo depuis l'âge de 7 ans. J'ai d'ailleurs toujours voulu en faire mon métier! C'est pour cette raison que j'ai intégré une des meilleures écoles de photographie en Suisse, le CEPV – Centre d'enseignement professionnel Vevey, pour y obtenir un CFC en photographie, que je viens de terminer.

Expliquez nous le concept de votre travail de diplôme. Et pourquoi avoir choisi Caritas Vaud et un de ses hébergements d'urgence?

Au début de mes études à Vevey, alors que j'habitais encore Genève, je prenais beaucoup le train. À la gare, je me suis fait accoster nombre de fois par des personnes sans-abri me demandant de l'argent pour aller dormir.* Jamais pour manger, juste dormir! Et là, je me suis dit «Mais comment c'est possible en Suisse? N'ont-ils pas des amis ou une famille à qui demander un lit?» Je me suis alors penchée sur les structures qui accueillaient des personnes sans-abri et j'ai trouvé Le Hublot et Caritas Vaud. Il était évident que mon travail de diplôme porterait sur ce thème: rencontrer ces personnes sans-abri et comprendre comment elles en sont arrivées là, dans un projet documentaire imprimé comme un journal papier, pour pouvoir ensuite le distribuer à un maximum de personnes afin qu'elles prennent conscience de cette problématique. Ce portfolio contient beaucoup de citations afin de donner la parole aux personnes concernées. Je voulais que ce soit un projet local, avec des personnes que je pourrais croiser de nouveau.

Comment s'est passée la réalisation de votre travail?

L'important était d'approcher ces personnes sans-abri, sans les déranger ni être intrusive. Je me suis alors dit que si je les abordais dans un endroit comme Le Hublot au lieu de la rue, ces personnes seraient davantage promptes à parler aux autres et à se faire aider. Début 2022, après que le directeur Pierre-Alain Praz m'a fait visiter le lieu, j'ai commencé à aider les surveillant·e·s du Hublot en servant les repas et en débarrassant les plats, afin de m'intégrer à l'environnement et profiter d'échanger avec les usagers et usagères. Ça a pris du temps et ce n'était pas toujours facile, car il a fallu gagner la confiance des personnes, pour peut-être les photographier au bout de quelques mois. Je ne voulais pas faire de voyeurisme, donc il était important pour moi que la démarche soit totalement transparente. Au total, je suis allée au Hublot au moins une fois par semaine pendant cinq mois, pour un total d'environ soixante heures passées sur place, le soir et la nuit.

Je discutais avec les gens et au bout d'un moment, je leur expliquais mon initiative. Certains ne comprenaient pas: «Mais je ne suis pas beau, pourquoi tu t'intéresses à moi?» D'autres m'ont juste parlé, mais ne voulaient pas être photographiés. La plupart des personnes sans-abri que j'ai rencontrées n'avaient jamais été prises en photo de leur vie, ou en tout cas pas avec un appareil professionnel. Elles avaient très peur d'être reconnues. Reconnues par les autorités et donc expulsées car sans papiers. Reconnues par leur employeur, qui découvrirait alors qu'elles n'ont pas de domicile fixe. Ou encore reconnues par un ex, car victimes de violences conjugales…

« Ce travail entend nous rappeler que chaque soir, dans les centres d'hébergement d'urgence, des personnes se retrouvent autour d'un micro-ondes à discuter de leurs rêves et à espérer une vie meilleure. »

J'ai pu réaliser sept sessions photo au total, sur une trentaine de personnes rencontrées. Cela démontre qu'il n'est pas facile de trouver des personnes volontaires, surtout dans un domaine qui n'est pas souvent mis en lumière et plutôt tabou. J'ai dû aussi faire des compromis et je regrette de ne pas avoir pu réaliser de portraits de femmes, et montrer davantage la diversité des profils des usagers et usagères.

Un moment fort, marquant, que vous aimeriez nous faire partager?

J'ai beaucoup d'anecdotes, mais un moment qui m'a touchée était lorsque j'ai donné mon travail final à un des usagers, qui a été très surpris, voire impressionné par son portrait en si grande taille. Juste avant de se coucher, il est revenu vers moi, m'a prise dans les bras et m'a dit «Merci, elle est très belle cette photo, je vais l'envoyer à ma famille!». Je me souviendrai aussi du moment où ma bouche était en feu après avoir goûté la pâte pimentée concoctée par un résident venant du Nigeria! Je transpirais et pleurais, mais j'étais heureuse qu'il me fasse partager ce moment convivial avec son groupe!

Que retenez-vous de cette expérience?

Ce qui m'a étonnée, c'est la variété des profils des gens qui se retrouvent dans un centre d'hébergement d'urgence. Il n'y a pas une raison pour laquelle ils se retrouvent à la rue, mais souvent plusieurs. Guerre, problèmes familiaux, précarité économique, violences conjugales, inégalités, problèmes de santé ou psychologiques non pris en charge… Et si on n'a pas d'argent, ni un cercle familial ou amical fort, on se retrouve vite en galère et cela peut arriver à tout un chacun… C'est une réalité, même à Vevey, avec son cadre paradisiaque digne d'un cliché! Ce travail entend nous rappeler que chaque soir, dans les centres d'hébergement d'urgence, des personnes venant des quatre coins du monde se retrouvent autour d'un micro-ondes à discuter de leurs rêves et à espérer une vie meilleure.

Quelle est la suite maintenant pour vous?

En septembre, je commence un bachelor en photographie à l'École de Condé à Paris! Je me réjouis d'aller dans cette capitale de l'art européen, faire plein de rencontres et développer mon art photographique, pour réussir à, peut-être un jour, être exposée en galerie!

Et c'est tout ce qu'on lui souhaite. Un grand merci à Rose pour sa sincérité, son talent et son enthousiasme! ■

*ndlr: les centres d'hébergement d'urgence de Caritas Vaud sont, depuis la crise du coronavirus, maintenant gratuits.

Photos © Rose Fayet

Les Centres d'appui social et d'insertion, entre dynamisme et réhabilitation

L'aspect environnemental est également pris en compte dans les structures et les activités de Caritas Vaud, un fonctionnement écoconscient faisant partie de ses axes stratégiques.

Les missions des quatre CASI de Caritas Vaud (à Lausanne, Nyon, Vevey et Yverdon) sont, notamment, d'évaluer les possibilités de leurs bénéficiaires à intégrer un cadre et une activité, à développer et maintenir leurs compétences, de leur permettre d'acquérir un rythme, de faire évoluer leur situation personnelle et de développer leur estime de soi.

Créé en 2000, le Centre d'appui social et d'insertion (CASI) d'Yverdon-les-Bains est constitué d'ateliers dynamiques. L'équipe pluridisciplinaire de professionnel·le·s a pour mission de permettre à chaque personne se trouvant dans une situation d'exclusion psychosociale et/ou économique de se remettre dans une dynamique d'insertion.

Dès son ouverture, le centre a voulu fonctionner le plus respectueusement possible de l'environnement: la récupération de denrées chez Table Suisse pour les repas, le tri de vêtements de deuxième main pour les Boutiques, l'exploitation d'un jardin en permaculture, la création d'objets usuels en terre cuite, l'entretien et la remise en état de vélos, ainsi qu'un atelier menuiserie.

«Ce dernier «réinvente» le bois de palettes, explique Jean-Marie Créchard, responsable du CASI, en charge de l'encadrement, qui ajoute: *Au-delà de sa fonction prioritaire, l'atelier menuiserie propose la réalisation d'une œuvre de qualité et utile, avec des éléments qui n'étaient plus employés. Le bois est un matériau idéal pour les personnes que nous accueillons. Nous devons tenir compte des capacités de chacun et travailler le bois offre beaucoup de possibilités et de satisfaction. La synergie constituée par l'ensemble des moyens et des acteurs dont les CASI bénéficient est une source insoupçonnée et parfaitement adaptée à la réhabilitation et la redynamisation de nos bénéficiaires.»*

Jean-Marie évoque souvent cette citation de Louise Hay, écrivaine américaine, aux bénéficiaires qu'il accompagne: *«Je choisis de faire du reste de ma vie la meilleure partie de ma vie.»* ■

La bibliothèque du CASI d'Yverdon réalisée avec d'anciennes palettes par des bénéficiaires

Photo © Caritas Vaud

Documenter des réalités trop souvent occultées: un Observatoire des précarités a été lancé dans le canton de Vaud

Mieux comprendre les différentes formes de précarité, c'est tout l'enjeu du nouvel Observatoire des précarités qui a été lancé par la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) pour permettre aux autorités sanitaires et sociales d'améliorer leurs actions.

«La crise [du coronavirus] a révélé qu'un pan entier de notre population passait entre les mailles du filet – il en va de la responsabilité des autorités fédérales et cantonales de trouver une solution simple et ouverte pour qu'une telle crise ne puisse plus se reproduire.» C'était l'appel conjoint de Pierre-Alain Praz, directeur de Caritas Vaud et Bastienne Joerchel, directrice du CSP Vaud, lors de la conférence-débat portant sur les conséquences sociales de la pandémie organisée en automne 2020.

En effet, dès mi-mars 2020, notre service social s'est vu submergé d'appels et de demandes d'aides de la part de dizaines d'hommes et de femmes démunis. Démunis, car du jour au lendemain, le travail qui leur assurait le seul revenu de leur ménage a cessé, les coupant de toute entrée financière. Des hommes et des femmes que nos services ne connaissaient pas, et qui étaient, jusqu'à cette crise exceptionnelle, autonomes et indépendants, mais sans droit aux aides sociales. Avec le fonds d'urgence mis en place avec le CSP Vaud dès avril 2020, nous avons pu, pendant plus de dix-huit mois, venir en aide à plus d'un millier de personnes.

Afin de mieux connaître le profil de ces personnes et être en mesure de les aider pour ne plus qu'une telle détresse se reproduise, notre demande de l'automne 2020 a été entendue. En mai dernier, la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) a lancé, avec le soutien des autorités cantonales, un Observatoire des précarités dirigé par la professeure Emilie Rosenstein. Ses missions consistent à:

- documenter les phénomènes de précarité et leur dynamique
- dialoguer avec les différent·e·s acteurs et actrices des politiques sociales et sanitaires et leurs publics
- accompagner les partenaires de terrain sur le long terme, au travers de programmes de formation dédiés

Étroitement impliqués dans la mise en œuvre de cet Observatoire, nous serons intégrés en tant qu'acteur de terrain dans l'orientation et le suivi des recherches qui concerneront nos domaines d'action et ouvrirons nos portes aux chercheurs afin de leur donner accès aux personnes concernées.

«Nous sommes très heureux que notre appel d'il y a deux ans ait été entendu. Cet observatoire, mis en œuvre par une haute école reconnue, permettra de documenter des réalités trop souvent occultées (p.ex. la situation et le parcours de vie des personnes sans-papiers ou sans-abri). Ce travail de recherche apportera un éclairage scientifique quantitatif et qualitatif permettant de mettre au jour certaines lacunes de la prise en charge sociale dans le canton de Vaud. En quelque sorte, il permettra d'ajouter un chapitre au «Rapport social vaudois», qui s'est jusqu'à présent concentré sur les prestations financées par le Canton, en occultant un pan de la société. In fine, nous espérons que cet apport scientifique permettra de faire évoluer les politiques publiques et d'étoffer le dispositif cantonal», souligne Pierre-Alain Praz, directeur de Caritas Vaud. ■

PUBLICITÉ

Appels à votre soutien

Une crise en suit une autre… Après celle de la pandémie, la guerre et l'inflation submergent des ménages déjà fragilisés depuis 2 ans. Notre service social accompagne des hommes et des femmes qui ont besoin de votre soutien pour retrouver leur autonomie. Un grand merci d'avance.

Appel N° 462

Les coûts engendrés par l'entrée en EMS de son mari menacent l'équilibre financier de la famille

Madame D. travaille à 100% en tant qu'aide-soignante à domicile. Elle vit seule avec sa fille qui suit un apprentissage. Depuis l'entrée de son mari en EMS, Madame a de la peine à assumer toutes les charges qui lui incombent. L'intégralité des coûts de l'EMS n'est malheureusement pas prise en charge. Afin de soulager un peu Madame et d'éviter que sa situation n'empire davantage en raison de cette nouvelle charge, nous vous sollicitons pour un montant de **1500 fr.** pour payer différentes factures en souffrance. Votre aide serait un grand soulagement pour Madame et lui permettrait de voir l'avenir plus sereinement.

Appel N° 463

Se reconstruire après la violence

Madame M. a connu des années de mariage difficiles, car son mari était violent. Au prix de grands efforts, tant financiers que psychologiques, Madame M. est parvenue à quitter cet homme et aujourd'hui, elle reconstruit sa vie. Elle a déménagé et a retrouvé du travail.

Malheureusement, Madame est solidaire de dettes contractées par son mari durant le mariage et sans réponse de Monsieur, les créanciers se tournent vers elle. Pour éviter les poursuites, elle n'a d'autre choix que de traiter avec eux. Cependant, son salaire ne lui permet pas de tout assumer. La somme de **1400 fr.** permettrait à Madame M. de payer diverses factures, d'éviter les poursuites et de s'émanciper enfin de l'emprise de cet homme.

Appel N° 464

Maman seule avec un enfant qui risque l'expulsion

Madame H. vit seule avec son fils souffrant de handicap mental. Elle n'a aucune aide de la part du père de l'enfant qui a quitté le domicile familial. Elle ne bénéficie que depuis peu d'un soutien de l'AI et un réseau a désormais pu être mis en place pour accueillir son enfant lorsqu'elle travaille. Elle a néanmoins dû assumer d'importants frais de garde pour une nounou privée, qui était indispensable. Des retards de loyer se sont malheureusement accumulés durant cette période compliquée. Une aide financière de **1600 fr.** l'aiderait à les rembourser et ainsi éviter tout risque d'expulsion, qui serait dramatique dans leur situation.

Appel N° 465

Elle évite de se soigner correctement de peur des factures

Madame D. vit dans une extrême précarité avec son fils âgé de 17 ans. Elle souffre d'endométriose, maladie extrêmement douloureuse et, par périodes, invalidante. Des analyses ont été prescrites pour trouver une médication qui pourrait la soulager et évaluer la possibilité d'une opération. Elle a refusé les investigations, sachant qu'elle ne pourrait pas s'acquitter de la franchise et de la participation (quote-part) à son assurance maladie. Parfois, la souffrance est telle qu'elle n'arrive pas à se rendre à son travail. Afin que Madame D. puisse obtenir les suivis et les traitements médicaux adéquats, elle aurait besoin d'une aide de **1500 fr.** Cet argent lui permettrait d'être prise en charge correctement et de recouvrer une meilleure santé.

Appel N° 466

Cette maman d'une petite de 3 ans a besoin d'aide pour tenir jusqu'à son prochain salaire

Madame L. vit seule avec sa fille de 3 ans. Elle travaillait en tant que gouvernante depuis deux ans, mais son employeur a déménagé dans un autre canton et elle a malheureusement perdu son travail il y a quelques mois. Ne baissant pas les bras, sa recherche d'emploi a porté ses fruits puisqu'elle a retrouvé un employeur, mais a vécu quelques mois sur ses économies afin de subvenir à ses besoins et à ceux de sa petite fille. Aujourd'hui, elle n'a plus d'argent pour tenir jusqu'au versement de son premier salaire. Afin qu'elle puisse se concentrer sur son nouvel emploi, nous en appelons à votre générosité pour un montant de **1800 fr.** qui lui permettrait de payer son loyer et son assurance maladie.

Appel N° 467

Des problèmes de santé qui ne peuvent être traités faute de moyens

Madame B. est une jeune femme qui a traversé les années 2021 et 2022 avec de nombreuses difficultés. Après des problèmes de santé importants et plusieurs opérations, Madame se retrouve sans emploi avec une santé particulièrement fragilisée. Elle reçoit des factures médicales qu'elle n'arrive pas à assumer, ce qui génère un stress important et ralentit son processus de guérison. Madame pense même à ne plus aller consulter les spécialistes et à ne plus prendre ses médicaments pour limiter les factures. Afin d'aider Madame à se concentrer sur sa guérison et à assumer ses divers frais médicaux, nous faisons appel à vous pour un montant de **1400 fr.**

Appel N° 468

Trois salaires non perçus par un employeur peu scrupuleux

Madame et Monsieur A. sont les parents d'une jeune enfant atteinte d'une paralysie cérébrale. Le couple se bat quotidiennement pour que leur fille puisse avoir une vie aussi normale que possible. Cependant, l'été fut particulièrement éprouvant. Et le papa a travaillé sans relâche dans une entreprise qui ne l'a pas payé depuis maintenant trois mois. La famille doit donc vivre sur le seul salaire de la maman, qui reste extrêmement précaire. Avec son revenu, Madame n'a pas pu payer le loyer de ce mois. Afin que la famille ne se retrouve pas à la rue, une aide de **1800 fr.** serait un énorme soulagement pour cette famille.

Appel N° 469

Maman se bat pour élever seule ses deux enfants

Madame N. est la maman de deux enfants en bas âge. Le père de son dernier enfant est parti pendant sa grossesse. Depuis, Madame lutte contre une profonde dépression et d'autres problèmes de santé. Malgré tout, elle essaie de continuer à avancer tout en s'occupant seule de ses deux enfants. Avec son petit revenu, Madame a de la peine à payer ses factures essentielles ainsi que la nourriture pour sa famille. Une aide financière de **1700 fr.** lui permettrait de souffler un peu et de se concentrer davantage à se soigner et à prendre soin de ses enfants.

Appel N° 470

Continuer à se soigner sans avoir peur des frais qui en découlent

Dans le courant de l'année 2021, Madame G. a été diagnostiquée d'un cancer. Elle a donc rapidement été prise en charge pour tenter d'éradiquer la maladie. Ses traitements de chimiothérapie et de radiothérapie sont actuellement terminés, mais Madame doit continuer à être étroitement suivie. Très affaiblie, Madame se trouve en incapacité de travailler. Elle n'arrive donc malheureusement pas à payer ses factures médicales et peine parfois même à s'acheter à manger. Nous faisons appel à votre générosité pour un montant de **1500 fr.** pour que Madame puisse continuer à se soigner sans avoir peur des frais qui en découleront.

Appel N° 471

Pour que cette maman puisse vivre une vie plus sereine, sans violence

Madame D. est une maman courageuse de deux garçons qui travaille dans le domaine du nettoyage. Elle a toujours fait très attention à ses dépenses malgré le revenu modeste de sa famille. La vie conjugale devenant de plus en plus difficile, Monsieur souffrant d'alcoolisme, elle a enfin pris son courage pour partir et vivre une vie plus sereine, éloignée des violences. Toutefois, suite au divorce, elle se retrouve avec un arriéré d'impôt qu'il lui est impossible de payer avec ses tout petits revenus. Afin d'éviter que cette dette vienne durablement péjorer sa situation, nous vous demandons **1800 fr.** pour permettre à Madame de prendre un nouveau départ.

MERCI DE VOTRE GÉNÉROSITÉ

IBAN: CH57 0900 0000 1001 5792 5

Un don, quel que soit son montant, nous permet de continuer de soutenir des personnes ou des familles en difficulté. En utilisant le nouveau bulletin de versement QRcode avec la mention «Appels à votre soutien» vous contribuez à aider les personnes ou familles dont la situation est présentée ici.

Les dons du Caritas.mag d'avril 2022 ont rapporté la somme de **15 035.50 fr.**
Mille mercis.

ADRESSES

Insertion

Centres d'appui social et d'insertion (CASI)
- Lausanne et région, ch. de la Colline 6, tél. 021 625 46 76
- Nyon, La Côte, Point-Virgule, route de l'Etraz 20a, tél. 022 361 03 84
- Vevey, Riviera, rue du Clos 8, tél. 021 923 78 50.
- Yverdon, Nord vaudois, rue des Uttins 38, tél. 024 447 84 70

Programme DUO: tél. 021 317 59 80

Action sociale

Service social et assainissement de dettes
sur rendez-vous:
- Lausanne, tél. 021 317 59 80 (service social seul.)
- Morges, tél. 021 811 04 20 et 021 804 98 98
- Nyon, tél. 022 365 77 00 (locaux CSR)
- Bex, lundi, jeudi, vendredi (uniquement assainiss. dettes), tél. 024 557 27 27 (locaux CSR)
- Vevey, tél. 021 923 78 52

Permanence tél. Parlons Cash: 0840 432 100

Permanences accueil:
- Vevey, lu 15 h à 18 h, me 14 h à 17 h, rue de Fribourg 11
- Nyon, lu 14 h 30 à 17 h 30, me 9 h à 12 h, route de l'Etraz 20b

Accueils de nuit d'urgence:
- Vevey, Le Hublot, rue du Clos 8, tél. 021 921 49 00
- Yverdon, La Lucarne, Curtil-Maillet 23, tél. 024 420 33 62,
- Nyon, Le Phare, route de l'Étraz 20a, tél. 024 445 01 23

Toutes les nuits, de 19 h à 9 h

Bénévolat:
- Accompagner... la Vie, coord. des groupes, (sur appel), tél. 021 317 59 80
- Cours de français:
  Nyon, tél. 079 621 43 93
  Yverdon, tél. 024 425 32 48
  Gland, tél. 079 621 43 93
  Orbe, Chavornay, tél. 079 289 10 88
- Tout compte fait, tél. 079 342 23 99

Aide directe

Centrale alimentaire de la région lausannoise (CA-RL), chemin de la Colline 11, tél. 021 622 06 22

Épiceries Caritas
- Lausanne, avenue Rond-Point 8
- Renens, rue du Midi 4
- Vevey, avenue Reller 4
- Yverdon, rue d'Orbe 27 (ouverture en novembre)

Les Boutiques
Tél. 021 622 06 22
- Lausanne, avenue de Morges 33
- Lausanne, rue du Tunnel 9
- Clarens, rue des Vergers 14
- Nyon, rue de la Combe 9
- Yverdon, rue de la Maison-Rouge 11

Administration

Ch. de la Colline 11, Lausanne, tél. 021 317 59 80

Services en partenariat
- SAJE – aide juridique aux exilés
  Rue Enning 4, Lausanne, tél. 021 351 25 51
- Fondation **Pro Travail**, tél. 021 624 37 47

100% POUR LA PLANÈTE

100% CONTRE LA PRÉCARITÉ

Caritas défend la solidarité avec les personnes fragiles et la protection des ressources. Caritas récupère les textiles d'occasion qui sont triés et mis en vente dans ses boutiques. Le bénéfice des ventes permet de soutenir des personnes en situation de pauvreté.

Caritas s'engage à limiter les frais de collecte et à traiter les dons avec respect. Caritas offre le meilleur recyclage possible, en particulier pour les textiles usagés, dans le but de contribuer à une meilleure protection de l'environnement.

www.caritas-vaud.ch/boutiques

CARITAS GARANTIT UN RECYCLAGE DURABLE ET SOLIDAIRE

CARITAS Vaud